



CGT Finances Publiques Aveyron

CTL du 6 mars 2012

DECLARATION LIMINAIRE

Monsieur le Président,

Avec **34,40% de grévistes** toutes catégories confondues et **12 structures fermées** au public le **2 février 2012**, l'Aveyron montre le sentiment de raz le bol face aux suppressions d'emplois, à l'abandon des missions, à la dégradation des conditions de travail et à la dégringolade du pouvoir d'achat.

Derrière ce chiffre global on découvre la réalité du terrain :

- les différences de mobilisation entre filières fiscale, gestion publique et transverse disparaissent : tous les services, tous les agents A, B et C subissent directement les conséquences de la destruction de nos services, les services de direction ne sont plus épargnés.
- les inspecteurs et notamment les comptables de la filière GP sont fortement mobilisés (**50% de grévistes**) : l'avenir du réseau rural et la dégradation dans les petites structures sont durement ressentis.
- **61,9%** de grévistes (72,22% des agents C et B) dans les conservations des hypothèques : les suppressions massives d'emplois anticipant des gains de productivité qui ne se sont pas concrétisés laissent des traces !
- près d'**un agent C sur 2 est gréviste** et ce dans toutes les filières ou services : ce sont les premiers touchés par les suppressions d'emplois et le blocage des rémunérations et pourtant malgré la perte financière que représente une journée de grève, les agents de catégorie C se sont fortement mobilisés.
- ... quand à la catégorie A+ on ne peut que constater leur absence ! Mais c'est vrai que cette catégorie a vu ses effectifs et ses rémunérations augmenter depuis la fusion, et ce n'est pas la CGT qui l'affirme, c'est la Cour des Comptes. Ils ont au moins le mérite d'être honnêtes, on ne peut pas leur reprocher d'être ingrats envers leurs bienfaiteurs !

Le 29 février, c'est l'ensemble du monde des salariés, retraités, précaires qui s'est mobilisé dans la rue pour dénoncer les politiques d'austérité en Europe dictées par la TROIKA (Union Européenne, Banque Centrale Européenne et Fonds Monétaire International), malgré le silence assourdissant des médias aux mains des mêmes gouvernants.

La violence des plans d'austérité conjuguée à la nature régressive des politiques conduites depuis plusieurs années génèrent un climat social explosif.

Refusant d'entendre la colère exprimée par le monde du travail, le gouvernement accentue ses attaques contre les salariés et les privés d'emplois au nom des intérêts des marchés financiers.

Pour la fonction publique, cela se traduit notamment par la mise en place d'une série de mesures anti-fonctionnaires :

- suppressions d'emplois massives et continues ;
- gel des rémunérations ;
- attaques contre le statut ;
- abandon et marchandisation des missions de service public au travers de la RGPP.

Site de la section accessible par INTERNET et INTRANET : <http://www.tresor.cgt.fr/12/>
Contact : cgt.ddfip12@dgfip.finances.gouv.fr

Comme si cela ne suffisait pas, le gouvernement en rajoute une louche en instaurant une **journée de carence** sur le congé maladie pour tous les fonctionnaires, qui de surcroît va s'appliquer rétroactivement au 1er janvier 2012 alors que jusqu'à aujourd'hui, les agents n'ont reçu aucune information de quiconque sur le sujet !

Cette disposition va pénaliser durement les agents de la Fonction Publique, contraints à congés maladie sur prescription médicale. Ils subiront de fait une baisse de salaire, comme s'ils étaient « coupables d'être malade ». Cette nouvelle amputation de leur pouvoir d'achat viendra s'ajouter à celle déjà sans précédent dues au gel des salaires, à l'augmentation des cotisations pour les pensions, à l'augmentation des prélèvements sur les Mutuelles, etc...

L'enjeu de cette mesure, contrairement aux effets d'annonce de ses instigateurs, n'est nullement l'équité avec le secteur privé, puisque la grande majorité des salariés du privé bénéficient de conventions collectives ou d'accords d'entreprises qui prennent en charge les jours de carence. Rappelons également que dans le régime local Alsace – Moselle, aucune carence n'est appliquée et que ce régime social est régulièrement excédentaire.

L'instauration de ce jour de carence, ce n'est ni plus ni moins que l'expression de l'acharnement anti-fonctionnaires des parlementaires et du gouvernement actuel qui jouent à des jeux dangereux sur le terrain du populisme de caniveau.

Le gouvernement continue sur sa lancée en imposant la **suppression pure et simple de la notation pour ne laisser place qu'à une évaluation individuelle totalement arbitraire** :

le décret du 17 septembre 2007 supprime purement et simplement la note chiffrée pour lui substituer un entretien professionnel qui déterminera l'évolution de la rémunération, des régimes indemnitaires et la carrière de l'agent. Plusieurs administrations sont d'ores et déjà « expérimentales » et sa généralisation se fera en 2013, notamment à la DGFIP.

Une seule volonté : isoler les agents pour les contraindre à courber l'échine, les mettre en concurrence pour en tirer le plus grand rendement au moindre coût.

Dans ce contexte, l'entretien d'évaluation deviendra le pivot de la gestion des agents !

Il conditionnera :

- " Le montant de la prime de fonction et de résultats (jusqu'à 40% de la rémunération) ;
- " Les possibilités de mutation ;
- " Le maintien sur le poste (titularisation remise en cause tous les 3 ans) ;
- " La mise en place d'une procédure pour « insuffisance professionnelle » pouvant aller jusqu'au licenciement.

Plus aucune référence nationale, des recours réduits au bon vouloir des évaluateurs et des directions, la rémunération et les promotions à la tête du client, voilà ce qui nous attend si nous les laissons faire.

Peu à peu, **l'administration réduit les droits et garanties des personnels** : projet de mise en place de la rémunération au mérite (prime de fonction et de résultats : PFRF), instauration de la mobilité contrainte et de la précarité des agents (loi sur la mobilité), ainsi que le « licenciement » des fonctionnaires (rapport SILICANI).

En s'attaquant directement au statut car c'est de cela qu'il s'agit, en réduisant drastiquement les moyens mis en œuvre pour l'exercice des missions, en mettant en cause les missions publiques, tout se met effectivement en place pour la réduction à minima de la place de l'Etat alors que les besoins sociaux et économiques se font de plus en plus criants.

Ne soyons donc pas étonnés dans un tel contexte que les agents ne se retrouvent plus dans leur vie professionnelle et n'hésitent plus à l'exprimer.